

Un référendum sur l'AME, c'est possible !



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 23 mars 2021

Voici le [post](#) que le sénateur du Val d'Oise Sébastien Meurant a publié la semaine dernière.

Alors même qu'Emmanuel Macron prévoyait d'envoyer en Afrique des vaccins que nous n'avons pas, qu'il insultait l'armée française pour avoir lutté contre le terrorisme en Algérie, et alors même que la crise sanitaire manifeste l'effondrement de notre système de santé, nous apprenions que 197 ressortissants algériens – dont un député FLN ! – étaient soupçonnés d'une vaste fraude sociale ayant coûté plus d'un million d'euros à l'Assurance maladie de l'Isère.

En l'occurrence, cette fraude sociale serait une fraude à l'Aide médicale d'Etat (AME) qui est probablement l'une des dispositions les plus choquantes du système social français.

Rappelons en effet que l'AME – qui coûte plus d'un milliard d'euros par an aux contribuables – permet de soigner gratuitement les clandestins. Qui n'ont, par définition, aucun droit de séjourner sur notre sol !

Ainsi soigne-t-on gratuitement des délinquants alors que bon nombre de Français – qui, eux, ont payé pour ce système social et à qui l'État français doit la protection – ne peuvent pas se soigner faute de moyens.

Je rappelle aussi que la fraude sociale coûte aux Français de l'ordre de 50 milliards d'euros par an selon les estimations du juge Charles Prats. Et que, selon un récent rapport parlementaire, les estimations sur le nombre de clandestins peuvent varier du simple au triple.

Cette sordide affaire d'escroquerie est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : il est insupportable de demander toujours plus aux Français, tout en baissant toujours davantage les prestations auxquelles ils ont droit, alors que la technocratie jette l'argent de notre système social par les fenêtres.

Il est urgent de s'attaquer à la fraude sociale, il est urgent de s'attaquer à la question de l'immigration, il est urgent de s'attaquer à la préférence étrangère !

Et, pour commencer, je propose que nous nous occupions sérieusement de l'AME et que nous demandions par référendum aux Français ce qu'ils pensent de ce dispositif scandaleux.

Chef d'entreprise et élu local, Sébastien Meurant (dont j'ai fait la connaissance avant même qu'il soit élu au sénat, et pour lequel je suis volontiers revenu à temps partiel au sénat) s'est déjà fait remarquer à plusieurs reprises en assumant clairement ses positions de droite. Sur pratiquement tous les sujets – de la bioéthique aux libertés, en passant par l'immigration.

Lorsque j'ai lu cet article sur sa page Facebook, quand j'ai vu qu'il demandait un référendum sur la suppression de l'Aide médicale d'Etat (AME), j'ai tout de suite pensé : Enfin ! Enfin, un parlementaire qui parle de rendre la parole aux Français. Enfin, un parlementaire qui s'attaque concrètement à l'une des

pompes aspirantes de l'immigration clandestine.

Comme cela faisait des semaines que nous nous préparions pour être en mesure de mener une telle campagne référendaire (depuis longtemps je pense que c'est le meilleur moyen, sinon le seul, d'imposer des thèmes dans la campagne présidentielle qui, si rien ne bouge, nous annonce un triste « remake » de 2017), je lui ai proposé de soutenir son initiative pour réaliser ainsi le premier référendum d'initiative partagée.

Ne nous le cachons pas, ce référendum, qui vient de la réforme constitutionnelle de Nicolas Sarkozy, en 2008, a été conçu pour être pratiquement inapplicable, puisqu'il nécessite environ 200 parlementaires et 4,5 millions de citoyens (5% des parlementaires et 10% du corps électoral). Pour donner une idée, le seul référendum qui ait été tenté dans ce cadre, celui pour s'opposer à la privatisation d'Aéroports de Paris, n'a réuni qu'un peu plus d'un million de signatures.

Cependant, le cas qui nous occupe est très différent.

La principale différence technique, c'est que nous ne referons pas l'erreur qui consistait à laisser la collecte des signatures au ministère de l'Intérieur. Certes, la loi prévoit qu'après le dépôt de la proposition de loi référendaire signée par 200 parlementaires, c'est au ministère de l'Intérieur d'enregistrer les signatures des citoyens. Mais nous allons, nous, procéder à l'envers : collecter les signatures, et ensuite seulement déposer la proposition de loi. Naturellement, si le ministère n'en enregistre qu'un million, quand nous en enregistrons 4,5 millions, nous saurons avec certitude qu'il y a une « entourloupe » – et cette entourloupe ne sera pas facile à assumer pour le gouvernement dans un contexte de campagne électorale nationale !

Mais il y a surtout une différence politique majeure : nous sommes en pleine crise sanitaire et il est tout aussi difficile pour le gouvernement d'assumer qu'il ferme des lits faute de moyens, alors qu'il donne plus d'un milliard d'euros par an pour soigner gratuitement les clandestins qui n'ont aucun droit d'être chez nous (et pendant que trop de Français doivent renoncer à des soins faute de moyens).

Macron prétend aussi lutter contre l'islam radical ; comment assumerait-il de faire entrer illégalement sur notre sol des djihadistes ? Je précise en passant que l'AME est l'une des prestations sociales les plus fraudées (et la fraude sociale nous coûte chaque année autour de 50 milliards d'euros par an, comme le rappelle Sébastien Meurant).

Enfin, l'agenda nous est exceptionnellement favorable, puisque, pendant plus d'un an, nous allons être en permanence en campagne (d'abord pour les élections locales, puis pour les élections nationales). Or, il est bien connu que c'est pendant les campagnes que les politiciens écoutent leurs électeurs. Comme à chaque fois, ceux étiquetés « à droite » vont nous promettre de s'attaquer sérieusement aux maux sécuritaires, migratoires, identitaires et autres dont souffre la France. Mais, pour une fois, nous aurons un moyen simple de vérifier la crédibilité de ces promesses !

Enfin, un dernier élément (et non le moindre) m'incite à croire que nous pouvons y arriver. Certains d'entre vous se souviennent peut-être que nous avons lancé voici quelques années une campagne référendaire sur la démocratie directe. Après six ou huit mois de campagne (sur Nation Builder que nous avons été parmi les premiers à utiliser en France), nous avons fini avec une base d'un million de sympathisants. Or, aujourd'hui, nous disposons de moyens techniques beaucoup plus puissants – j'aurai bientôt l'occasion de vous en reparler. Et, surtout, nous disposons du soutien logistique de plusieurs spécialistes internationaux ayant mené de multiples campagnes analogues (je ne vais pas tout révéler aujourd'hui, mais je suis impatient d'entendre les hurlements des bien-pensants quand ils vont découvrir avec qui nous travaillons !).

Mais, évidemment, rien ne sera possible sans vous : alors, allez vite signer [cette demande de référendum](#), partagez-la largement autour de vous, et, pour tous ceux qui le peuvent, un grand merci aussi pour [votre soutien financier](#) !

